Attentat de Nice, loi Travail & burkini - Leçons et conséquences d'un été révélateur : la construction progressive des conditions d'un pogrome

jeudi 15 septembre 2016, par [BOUAMAMA Saïd](#) (Date de rédaction antérieure : 31 août 2016).

L'été 2016 a été marqué par trois faits de nature différente : un ignoble attentat endeuille le pays le 14 juillet, une loi détruisant le code du travail massivement rejetée par la population et les travailleurs est votée le 21 juillet et un arrêté municipal interdisant l'accès à la plage pour les femmes portant un « burkini » est pris à Cannes, déclenchant en quelques jours une véritable épidémie d'arrêtés similaires dans d'autres villes. Les réactions sociales et les commentaires politiques et médiatiques qui ont suivis ces trois événements constituent un excellent analyseur de l'état de notre société, des contradictions qui la traversent et des intérêts qui s'y affrontent.

Sommaire

- [Le « burkini » comme dissimula](#)
- [La réunion progressive des](#)

« Radicalisation rapide », stratégie de dissimulation et production d'une psychose collective

Dès le 16 juillet le ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve évoque la thèse d'une « radicalisation rapide » du chauffeur meurtrier accompagnée d'une série de précisions angoissantes :

« Il n'était pas connu des services de renseignement car il ne s'était pas distingué, au cours des années passées, soit par des condamnations soit par son activité, par une adhésion à l'idéologie islamiste radicale [...] Il semble qu'il se soit radicalisé très rapidement. En tous les cas, ce sont les premiers éléments qui apparaissent à travers les témoignages de son entourage [...] des individus sensibles au message de Daesh s'engagent dans des actions extrêmement violentes sans nécessairement avoir participé aux combats, sans nécessairement avoir été entraînés [...] La modalité de la commission de son crime odieux est elle-même nouvelle. » [1]

La thèse de la « radicalisation rapide » est lourde de conséquences. Elle accrédite l'idée que tous les musulmans sont susceptibles de se transformer rapidement et brusquement en terroriste. Le danger est désormais partout où sont présent des musulmans ou supposés tels. L'heure est donc à la méfiance à chaque fois que l'on croise un musulman réel ou supposé. Bien sûr, on ajoutera systématiquement « qu'il faut veiller à ne pas faire d'amalgame » soulignant ainsi la conscience des

effets probables d'une telle thèse.

Le fait que le profil du tueur soit atypique (au regard de celui que nos médias dessinent depuis des années pour nous aider à repérer les « candidats au djihadisme ») renforce encore la production d'une psychose collective. On ne peut même plus reconnaître un musulman compatible avec la république à des faits simples comme « ne pas fréquenter une mosquée », « ne pas faire le Ramadan » ou « manger du porc ».

Pendant près de deux semaines, des « experts » se sont succédé sur nos plateaux pour nous convaincre d'un danger multiforme nécessitant une méfiance permanente vis-à-vis de certains de nos concitoyens. La perle pour les « spécialistes » revient une nouvelle fois à Mohamed Sifaoui présenté par BFM TV comme « journaliste spécialiste du terrorisme islamique », qui estime que la radicalisation peut-être « instantanée » :

« Elle peut s'accomplir [la radicalisation] le jour même de l'attentat ; car il est dit par les idéologues islamistes que l'attentat kamikaze, l'attentat martyre fait pardonner l'ensemble des péchés. » [2]

Mais ce « spécialiste » ne se contente pas d'accélérer à l'extrême la rapidité de la radicalisation, il appelle dans la même émission ses confrères à ne pas chercher à comprendre le comportement du tueur à partir d'une « rationalité occidentale ».

Nous avons donc à faire à des individus qui ne fonctionnent pas ni ne raisonnent comme nous. Ils sont extérieurs à notre monde, non produits par lui et inexplicables rationnellement. C'est ainsi que se construit une psychose collective qui élimine une partie de la population du « Nous » social. Or à chaque fois qu'il y a des processus d'exclusion d'un « Nous » social, il y a autorisation au passage à l'acte. Les conditions de possibilité d'un pogrom se réunissent par ce type de processus.

Mais Mohamed Sifaoui ajoute un argument de taille : la stratégie de dissimulation. « La dissimulation est une technique que l'on apprend dans des manuels qui sont distribués par Daesh » développe-t-il dans la même émission. La thèse de la « préméditation dissimulée » s'ajoute immédiatement à celle de la « radicalisation rapide ».

Le procureur de la république de Paris, Louis Molins, déclare dans une conférence de presse le 21 juillet qu'« il apparaît que Mohamed Lahouaiej-Bouhlel a envisagé son projet criminel plusieurs mois avant son passage à l'acte ». [3] Il annonce également la mise en détention provisoire de cinq suspects soupçonnés de complicité. Sans attendre de précisions les médias dominants s'emballent. Les téléspectateurs et les lecteurs des grands médias apprennent un nouveau mot arabe : « *La Taqiya* ». L'hebdomadaire Marianne titre « *Taqiya* : la dissimulation comme nouvelle arme de guerre » en expliquant en chapeau d'article :

« Certains terroristes l'utilisent comme stratégie pour passer sous les radars des renseignements, d'autres s'en servent comme un alibi pratique pour continuer de mener leur vie d'occidentalisés : dans tous les cas, la *taqiya* - l'art de la dissimulation - est prônée par l'Etat islamique pour ces « soldats de Dieu ». Enquête ». [4]

Du *Figaro* à *Nice-Matin* en passant par BFM ou RTL, ce nouveau mot angoissant entre dans le vocabulaire. Non seulement ils se radicalisent vite mais de surcroît ils se dissimulent pour ne pas être repérés. Décidément nous devons nous méfier de tous les musulmans ou supposés tels. Une dose supplémentaire de psychose est ainsi diffusée quelques jours après la première.

L'opposition de droite s'engouffre immédiatement dans la surenchère en ajoutant ainsi un troisième niveau de psychose. Le député Les Républicains Georges Fenech appelle à la création d'un « Guantanamo à la française ». L'ex-maire de Nice Christian Estrosi propose des « centres de

réentions préventifs pour les djihadistes présumés ». Sarkozy préfère lui le port du bracelet électronique pour tous ceux présentant un risque de radicalisation, mesure que l'on peut compléter par des assignations à résidence.

Bref, il n'est rien proposé d'autre que de considérer comme coupables des « suspects » avant même qu'ils n'aient commis le moindre délit. Une justice d'exception, tel est le fond commun vers lequel convergent toutes ces propositions.

Le « burkini » comme dissimulation du « djihadisme »

L'assassinat du prêtre Jacques Hamel dans l'église de Saint-Étienne-du-Rouvray le 28 juillet achève de créer les conditions des dits « arrêtés anti-burkini ». L'arrêté municipal est pris deux jours après le drame mais un mois après le début de la saison. Pendant le mois de juillet la presse ne s'est faite le relais d'aucune difficulté sur les plages à propos des tenues vestimentaires. Une nouvelle fois une pratique sociale est désignée comme « problème » non pas par la population mais par une autorité politique. Le moment de l'arrêté indique son caractère opportuniste. Il s'agit simplement d'utiliser le contexte d'émotion intense lié aux deux drames de juillet pour faire avancer un agenda préétabli : imposer l'immigration et l'identité comme deux centralités de la présidentielle.

En reliant ces deux thèmes à la question du terrorisme la dimension problématique est posée. En faisant ce lien dans un contexte d'émotion publique intense, la nécessité d'une « urgence de l'action » est suggérée avec en implicite un appel à chaque citoyen à dénoncer les « fraudeurs ». C'est ainsi qu'un « problème » produit « par en haut » se transforme en problème « d'en bas » pour une partie de la population. L'épidémie de décrets qui suivent celui de Nice confirme le caractère sur-idéologisé du « problème ». Alors qu'en juillet aucune des trente villes qui prendront un décret n'a fait état d'un problème à propos du « burkini », voici que brusquement le problème apparaît partout.

L'ordonnance de référé du tribunal administratif du 13 août qui valide l'arrêté cannois (et ouvre à la prolifération de décrets similaires) est par son argumentaire significatif des enjeux. « Dans le contexte d'état d'urgence et des récents attentats islamistes survenus notamment à Nice il y a un mois, le port d'une tenue vestimentaire distinctive, autre que celle d'une tenue habituelle de bain, peut en effet être interprétée comme n'étant pas, dans ce contexte, qu'un simple signe de religiosité » [5] précise cette ordonnance.

Autrement dit, le « burkini » dissimule autre chose. Nous sommes de nouveau en présence de la thèse de la dissimulation que nous avons déjà rencontré à propos de l'attentat de Nice. Les femmes portant le burkini deviennent ainsi porteuses de toute autre chose : d'une négation des droits des femmes pour le mieux, du terrorisme pour le pire.

La prise de position immédiate de Manuel Valls légitime et renforce la « gravité » de la question et l'urgence d'adopter une posture de fermeté. « Ces arrêtés ne sont pas une dérive. C'est une mauvaise interprétation des choses. Ces arrêtés ont été pris au nom même de l'ordre public » [6] affirme notre premier ministre. Dans une interview au journal *La Provence* il précise sa pensée :

« Le burkini n'est pas une nouvelle gamme de maillots de bain, une mode. C'est la traduction d'un projet politique, de contre-société, fondé notamment sur l'asservissement de la femme. [...] Certains cherchent à présenter celles qui le portent comme des victimes, comme si nous mettions en cause une liberté ... Mais ce n'est pas une liberté que d'asservir la femme. [...] Face aux provocations, la République doit se défendre. [...] Je soutiens donc ceux qui ont pris des arrêtés, s'ils sont motivés par la volonté d'encourager le vivre ensemble, sans arrière-pensée politique » [7].

Rarement la caricature et l'illogisme n'aura autant caractérisé le discours politique : c'est pour libérer la femme qu'il faut lui refuser un droit ; c'est pour le « vivre ensemble » qu'il faut exclure. Rarement également le caractère de « gravité » supposé de la situation n'aura été autant mise en avant : contre-société ; ordre public ; asservissement de la femme ; provocation ; nécessité de se défendre.

La conséquence était prévisible : à Nice et à Cannes des femmes se font verbaliser et humilier par des policiers municipaux simplement parce qu'elles portent un voile. Il ne s'agit pas de dérives mais d'une conséquence logique. On ne peut pas produire une police des habits basée sur le caractère de « dangerosité » supposée de certains vêtements et sur la thèse de la dissimulation et ne pas avoir en conséquence une chasse à ce qui est caché, masqué, dissimulé. La chose n'est pas nouvelle. Rappelons-nous lors de la loi sur le foulard de 2004 les débats ubuesques pour savoir si le « bandana » n'était pas un voile dissimulé.

Comme 2004 pour la loi sur le foulard, le nombre de burkini sur les plages françaises a été inversement proportionnel au nombre d'émissions, de prises de position et d'appel à la fermeté dans le discours politique et médiatique. Chaque citoyenne et chaque citoyen est appelé à avoir une opinion, alors même que la plupart d'entre eux n'ont jamais eu l'occasion de croiser une femme portant cette combinaison. Elles et ils découvrent cette tenue de bain à partir d'une question préalable : que dissimule-t-elle ?

La conséquence qui en découle une survisibilité du burkini. Alors qu'il était perçu par le citoyen quelconque comme une « tenue » de bain auparavant, il est désormais perçu comme problème. Alors qu'il était appréhendé comme relevant du choix individuel, il devient désormais une question publique et politique. Alors qu'on pouvait ne même pas le remarquer, il saute désormais aux yeux avec tout le background des débats et prises de position alarmantes entendus dans les médias.

Comme en 2004 à propos du port du foulard, une pratique aux motivations plurielles et aux significations diverses est ramenée à une causalité et à une signification unique et homogène à connotation problématique. Cela a un nom scientifique et un nom populaire. Il s'agit sur le plan théorique de la même démarche essentialiste que celle qui est massivement diffusée dans les discours politiques et médiatiques dominants depuis la décennie 1990.

Il s'agit plus simplement de la stigmatisation des musulmans réels et supposés diffusée largement par une multitude d'islamalgames : islam incompatible avec le féminisme, avec la laïcité, avec la république, etc. Même pour les femmes invoquant leur croyance religieuse pour porter cette tenue de bain les explications dominantes inversent la réalité. Alors que cette tenue est un signe d'une volonté de présence dans l'espace public, il est interprété comme « communautarisme ». Alors qu'elle est un indicateur d'une « intégration à la plage », elle est présentée comme « menace pour l'ordre public ».

Les débats de cet été qu'ont dû une nouvelle fois subir nos concitoyens musulmans ou supposés tels ont été marqués par trois postures qui sont révélatrices d'une société malade qui refuse de regarder sa maladie en face pour pouvoir la soigner. La première bien que minoritaire est de plus en plus fréquente : l'islamophobie décomplexée. L'irremplaçable Nadine Morano déclare ainsi le 12 août à Europe 1 que « les islamistes, tels que cette femme voilée intégralement sur le territoire national, sont comparables avec les nazis ». [8]

La seconde est celle de l'instrumentalisation en préparation des présidentielles. D'ores et déjà le burkini estival est relié à la question de « l'identité nationale » en danger qu'il faudrait protéger des « ennemis de l'intérieur » qui de surcroît sont devenus maître dans l'art de se dissimuler. Dès à présent le lien est fait avec les questions de sécurité et de terrorisme nécessitant un Etat d'urgence

quasi-permanent et des « Guantanamo » à la française.

La troisième posture est celle de l'appel à la soumission et au renoncement aux droits. L'utilisateur du terme « sauvageon » pour désigner les jeunes des quartiers populaires, Jean Pierre Chevènement est sorti du placard. L'ancien ministre pressenti par Valls pour diriger la future « Fondation pour l'Islam de France » conseille au musulman « la discrétion » dans l'espace public. L'injonction à l'invisibilité pour une catégorie de citoyens a toujours été synonyme de domination. La lutte contre une oppression a toujours comportée des stratégies de visibilité que ce soit pour le mouvement ouvrier, les luttes de libération nationale, le combat féministe ou encore les luttes des gays et lesbiennes.

Ces trois postures soulignent le danger de la séquence historique actuelle en France. Ce qui s'est passé cet été n'est rien d'autre que l'effritement de digues idéologiques et politiques à la fascisation. Si l'arrêt du conseil d'Etat invalidant les arrêtés est une bonne nouvelle, il n'est pas le remède à la maladie de la société française que révèlent les symptômes de cet été. D'ores et déjà les appels à une modification de la loi se multiplient et font partie des promesses de campagne des présidentielles.

La réunion progressive des conditions d'un pogrome

Plusieurs faits insignifiants en eux-mêmes mais significatifs pris ensemble ont également caractérisé l'été français. Ils marquent un seuil qualitatif nouveau dans la libération de la parole explicitement raciste. Un reportage de Louise Couvelaire à Nice dans *Le Monde* du 23 juillet en donne des exemples édifiants :

« Sandra, médecin et niçoise d'adoption depuis six ans, a la voix qui tremble et les mots qui se bousculent : « Ce qui est en train d'arriver, là, maintenant, après l'attentat, est d'une violence inédite », se désole-t-elle.

« La montée de la haine envers les musulmans est terrifiante. » Pour la première fois, elle entend des « horreurs », notamment de l'une de ses meilleures amies : « Si j'en croise une avec un foulard, je la plombe, qu'elle rentre chez elle. » [...] « Ce tragique événement a complètement libéré la parole des Niçois qui se disent de souche », analyse Teresa Maffeis, de l'Association pour la démocratie à Nice (ADN), militante des causes humanitaires (Roms, réfugiés...). « Je suis très inquiète. »

Chauffeur de poids lourd depuis quatorze ans dans Nice et sa région, Karim attend que son agence d'intérim le rappelle. « Un Arabe au volant d'un camion, ça fait peur à tout le monde maintenant », souffle-t-il, en listant les insultes : « Sale connard », « Il faut tous les éradiquer », « Retourne chez toi »... « Les Arabes tout court, ils n'en veulent pas », renchérit Malik, 41 ans. « Il faut voir les regards noirs qu'on nous lance et les parents qui prennent leurs enfants par la main dès qu'ils nous voient. » [9]

La participation active de citoyens à la dénonciation de femmes portant le burkini, les appels téléphoniques à la police pour signaler leur présence sur une plage ou l'applaudissement des policiers lors des verbalisations sont des attitudes qui se sont multipliées au fur et à mesure du délire politique et médiatique de cet été. Elles nous renseignent sur l'enracinement de l'islamophobie dans une partie de la population française. Plus de vingt ans de discours médiatiques et politiques posant l'Islam comme problème pour la société française révèle aujourd'hui leurs effets. Deux décennies d'instrumentalisation politique donnent aujourd'hui des fruits amers et acides.

Ce qui s'est passé à Cisco n'est que ce qui s'annonce ailleurs et à une plus grande échelle si nous ne réagissons pas collectivement pour stopper la logique dominante actuelle. Une rixe entre des « maghrébins » et des « riverains » pour reprendre les termes de la presse, se transforme dès le lendemain en manifestation de plus de cinq cents personnes scandant des slogans significatifs comme « aux armes », « on est chez nous », etc.

Le même jour, le 14 août, un élu de la république, Charles-Antoine Casanova, maire de la commune de Guardale écrit sur sa page Facebook : « En tant qu'élu, je demande à mon collègue, le maire de Sisco, dans un premier temps, de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'exclure définitivement de sa commune tous les maghrébins et leurs familles, qu'ils soient impliqués ou non dans ces incidents ».

Précisant sa pensée sur le site d'extrême-droite Breizh-info, il complète : « Ce gouvernement ne nous protège pas, alors nous sommes obligés de nous protéger nous-mêmes et de nous défendre contre toute attaque d'où qu'elle vienne. » [10]

Quelles ont donc été les réactions de riposte à ces symptômes de l'enracinement de l'islamophobie dans une partie de la population française. Nous en distinguons trois : la condamnation compréhensive ; la thèse du racisme historique de la population française et la thèse de l'instrumentalisation.

La première a été largement dominante. Elle consiste à faire précéder (ou à faire suivre) la condamnation des actes islamophobes par une longue diatribe visant à condamner le « burkini », le « communautarisme », « l'islamisme », etc., selon les différentes déclarations. Ce type de déclaration pose de fait un lien entre les actes islamophobes condamnés et les objets de la démarcation. Ce faisant il accorde une écoute compréhensive et une légitimité implicite aux faits dénoncés qui enlève toute efficacité à la condamnation qui suit ou qui précède. Pas plus que l'attitude des juifs n'a été la cause de l'antisémitisme dans la décennie 30, l'attitude des musulmans aujourd'hui n'est la cause de l'islamophobie.

La seconde réaction consiste en une vision essentialiste de l'islamophobie française. Le peuple de France serait congénitalement islamophobe et cela se révélerait dans des moments de difficultés sociales ou de crises sociales et économiques. Outre qu'elle ne peut produire que des postures d'impuissance politique cette thèse nie le caractère politiquement produit de l'islamophobie contemporaine. C'est par en haut que l'islamophobie contemporaine s'est développée en France à coup de débats et de lois successives désignant les musulmans ou les supposés tels comme problème et comme danger. L'hystérisation du débat est le fait des médias et d'une partie conséquente de la classe politique et non d'une brusque et soudaine épidémie d'islamophobie.

Cette seconde réaction comporte néanmoins un élément de vérité. Il existe dans la société française un héritage culturel islamophobe hérité de l'histoire coloniale française et qui n'a jamais été déconstruit et combattu sérieusement. Celui-ci n'est d'ailleurs qu'un segment d'un racisme colonial plus vaste construit en même temps que la pensée républicaine dominante. C'est ce qui explique la possibilité d'un « racisme républicain ». Cet élément de vérité est justement nié par la troisième réaction qui a marquée l'été français. Tout ne serait affaire que d'instrumentalisation pour masquer d'autres questions sociales telles que le vote de la loi El Khomri.

En fait les deux dernières thèses sont indissociables et ne peuvent être séparées. C'est parce qu'il existe un terreau hérité de l'histoire que des hommes et des femmes politiques font le choix d'une stratégie de diversion et d'instrumentalisation. A l'inverse l'instrumentalisation renforce systématiquement le terreau existant conduisant à la réunion progressive des conditions d'un futur pogrome. Ni simple racisme préexistant, ni résultat de la seule instrumentalisation, l'islamophobie

contemporaine est le résultat de la logique infernale constituée par la juxtaposition historique de ces deux réalités. Le caractère infernal de la logique est encore renforcé par le contexte mondial des guerres pour le pétrole et de la théorie du « choc des civilisations » qui les légitime.

C'est aujourd'hui qu'il faut réagir pour détruire cette logique dominante. Cela passe par une véritable prise en compte de la lutte contre l'islamophobie dans les agendas politiques et militants. Sans une telle mobilisation nous assisterons impuissant à une fascisation de notre société et à la réunion progressive des conditions d'un pogrome à l'ombre desquels le projet ultralibéral pourra se déployer avec de moins en moins de contestation. Une telle logique ne disparaît pas seule ou par la « discrétion ». Elle ne s'arrête que par le rapport des forces.

Saïd Bouamama

P.-S.

*

<https://bouamamas.wordpress.com/2016/08/31/lecons-et-consequences-dun-ete-revelateur-la-construction-progressive-des-conditions-dun-pogrome/>

Notes

[1] Bernard Cazeneuve, déclaration du 16 juillet à 14 h 30, <http://www.lejdd.fr/Societe/Attentat-de-Nice-l-enquete-se-poursuit-debut-des-trois-jours-de-deuil-national-797335>, consulté le 29 août 2016 à 15 h 30.

[2] Mohamed Sifaoui, émission spéciale sur l'attaque de Nice du 16 juillet 2016 présentée par Pauline Revenaz et François Gapihan, <http://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/attentat-a-nice-c-est-la-premiere-fois-qu-un-tel-profil-s-exprime-en-france-mohamed-sifaoui-843709.html>, consulté le 29 août 2016 à 16 h 30.

[3] Conférence de presse de Louis Molins du 21 juillet 2016, <http://www.rtl.fr/actu/societe-faits-divers/attentat-a-nice-ce-qu-il-faut-retenir-de-la-conference-de-presse-de-francois-molins-du-21-juillet-sur-les-avancees-de-l-enquete-7784179987>, consulté le 29 août à 18 h30.

[4] Vladimir de Gmeline, Taqiya : la dissimulation comme nouvelle arme de guerre, <http://www.marianne.net/taqiya-dissimulation-nouvel-art-guerre-100244631.html>, consulté le 29 août à 19 h 00.

[5] Interdiction des burkinis : la justice conforte l'arrêté de la mairie de Canne, Le Monde du 13 août, http://www.lemonde.fr/societe/article/2016/08/13/le-tribunal-administratif-valide-l-arrete-municipal-bannissant-le-burkini-a-cannes_4982397_3224.html, consulté le 30 août 2016 à 8 h 00..

[6] « Burkini » : Manuel Valls désavoue Najat Vallaud- Belkacem, <http://www.lemonde.fr/religions/article/2016/08/25/burkini-manuel-valls-desavoue-najat-vallaud-b>

[elkacem_4987686_1653130.html](#), consulté le 30 août 2016 à 8 h 45.

[7] Interview de Manuel Valls à La Provence,
<http://www.laprovence.com/article/politique/4078328/valls-sur-le-burkini-une-vision-archaïque-de-la-place-de-la-femme-dans-lespace-public.html>, consulté le 30 août à 9 h 15.

[8] Interview de Nadine Morano du 12 août,
<http://www.tsa-algerie.com/20160812/video-france-ancienne-ministre-compare-femmes-voilees-aux-nazis/>, consulté le 30 août à 9 h 45.

[9] Louise Couvelaire, A Nice, des tensions accrues après l'attentat,
http://www.lemonde.fr/societe/article/2016/07/23/a-nice-l-attentat-a-accru-les-tensions_4973862_3224.html, consulté le 30 août 2016 à 10 h 30.

[10] Interview de Charles-Antoine Casanova à Breizh-info,
<http://www.breizh-info.com/2016/08/25/48376/sisco-charles-antoine-casanova-maire-de-guargale-sexplique-propos-polemiques-interview>, consulté le 30 août 2016 à 11 h 15.